

Projet de résolution d'urgence présenté le 4 avril 2010 par la Ligue française pour la défense des droits de l'Homme et du citoyen en vue de son adoption par le 37^{ème} congrès de la FIDH à Erevan

Réunie en Congrès à Erevan du 9 au 11 avril 2010, la FIDH exprime sa vive préoccupation face à la répression politique qui s'abat sur les opposants au gouvernement de la République de Cuba.

Orlando Zapata, l'un des 201 prisonniers politiques détenus à Cuba, membre de l'organisation non reconnue par le gouvernement cubain « Directoire démocratique cubain », est mort le 23 février 2010 après 85 jours de grève de la faim pour protester contre ses conditions de détention. Selon Elizardo Sanchez, président de la Commission pour les droits de l'Homme et la réconciliation nationale membre de la FIDH, le retard à fournir des soins approprié à Monsieur Zapata constituait « un assassinat virtuel, prémédité ». Prix Sakharov du Parlement européen, Oswaldo Paya a lui aussi accusé les autorités cubaines d'avoir « assassiné lentement » Orlando Zapata, victime selon lui de coups et de violences racistes lors de sa détention.

Guillermo « Coco » Farinas, psychologue et journaliste indépendant, a pris le relais de la grève de la faim après la mort d'Orlando Zapata. Hospitalisé à Santa Clara, il a refusé l'asile politique offert par l'Espagne et demande la libération des 26 prisonniers politiques malades. Il est soutenu par Franklin Pelegrino, également en grève de la faim à Holguin, et par Darsi Ferrer, lui aussi gréviste de la faim à la prison de Valle Grande à La Havane, qui après avoir mené des enquêtes en sa qualité de médecin sur la santé publique et les droits de l'Homme à Cuba est en prison depuis le 21 juillet 2009 sans qu'aucune charge lui ait été notifiée.

Les « Dames en blanc », association des épouses de prisonniers politiques, qui manifestent quotidiennement dans le centre de La Havane, font l'objet de harcèlements répétés de la part des forces de l'ordre cubaine.

Le 37^{ème} congrès de la FIDH, solidaire de son organisation cubaine, condamne la détention d'opposants politiques, les arrestations et détentions sans jugement et les mauvais traitements dirigés contre les citoyens qui manifestent pacifiquement leur désaccord avec la politique du gouvernement cubain. Il appelle les autorités cubaines à mettre un terme à ces violations répétées des droits de l'Homme et à respecter les principes qui garantissent les libertés démocratiques dans un Etat de droit.